

COMPTE RENDU DU CDAS DU 27 avril 2021

Étaient présents :

Mme GABELLE
Mme LECHEVALIER
M LERAY
Mme EVANS (Correspondant social DDFIP)
Mme RABBIA (Assistante de service sociale)
Mme DESBALS (déléguée de l'action sociale)
M LABROUE (assistant de délégation de l'action sociale)

Pour les OS : FO – SOLIDAIRES – CFDT – CGT FiP 87

Une déclaration liminaire intersyndicale a été lue.

1 Approbation du PV du CDAS du 15 octobre 2020

Vote

Pour : CGT, FO, SOLIDAIRES

Abstention : CFDT

2 Les orientations ministérielles

Le montant des crédits dédiés à la politique ministérielle d'action sociale s'établit à 109 M€, hors masse salariale des agents qui la mettent en œuvre.

Ce montant représente à lui seul 1,7 % de la masse salariale du ministère.

Synthèse des crédits d'action sociale

CP : Crédit de Paiement

| Budget par poste | 2019 | 2020 | Projet 2021 | |
|------------------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|------------|
| | Exécution CP | Prévision CP | CP | % |
| Restauration | 46 629 765 | 44 968 887 | 45 500 000 | 42 |
| Vacances enfants -vacances loisirs | 24 624 556 | 20 918 000 | 24 370 000 | 22 |
| Logement | 15 385 389 | 11 245 242 | 11 318 900 | 10 |
| Associations socio-culturelles | 6 225 358 | 6 449 732 | 6 700 000 | 6 |
| Aide à la parentalité | 4 660 531 | 4 744 956 | 5 750 000 | 5 |
| Actions locales | 4 504 581 | 4 708 324 | 4 800 000 | 4 |
| Protection sociale complémentaire | 4 011 700 | 2 019 014 | 4 000 000 | 4 |
| Aides financières (service social) | 4 417 362 | 3 990 077 | 3 930 000 | 4 |
| Fonctionnement du réseau | 1 748 135 | 1 904 020 | 1 000 000 | 1 |
| Travaux immobiliers | 1 041 692 | 927 326 | 1 800 000 | 2 |
| TOTAL tous titres | 113 249 069 | 101 875 579 | 109 168 900 | 100 |

3 La réforme du réseau de l'action sociale

Après plusieurs audits et suite à la tenue du CNAS (*Comité National d'Action Sociale*), quatre grandes thématiques concernant la réforme de l'action sociale ont été abordées :

- Parc EPAF :

contexte : baisse de fréquentation, importantes rénovations à prévoir

but : diversification de l'offre, cela passera par la cession de tout ou partie du parc.

Nous dénonçons depuis des années le vieillissement du parc et avons demandé que des travaux d'améliorations soient effectués. Mais rien n'a été effectué ou presque. Maintenant il faut jouer les pompiers de service, c'est inadmissible.

- Gouvernance action sociale :

contexte : gouvernance fragmentée (AGRAF, ALPAF, EPAF ...) qui nuit à la visibilité et à l'efficacité

but : dynamique de mutualisation, améliorer la visibilité et le dialogue métier,

piste évoqué : passage par une structure de type établissement public national

Pour la CGT, il n'est pas possible de mélanger toutes les associations qui ont des spécificités différentes. Le prétexte de dire qu'il faut rendre l'action sociale plus lisible peut être entendu mais ce n'est pas de cette façon que ce sera le plus utile aux agents. La communication peut être transmise par le biais des délégations.

- Prestations actions sociales :

contexte : méconnaissance des prestations, attente nouvelles des agents

but : mieux répondre aux attentes des agents afin que l'offre corresponde à la demande, consulter les agents

- Réseau de l'action sociale :

contexte : baisse des effectifs du ministère, activités hétérogènes, dématérialisation accrue des prestations, audit en cours de la cour des comptes (compétences techniques insuffisantes, montée en puissance du SRIAS...)

but : améliorer le service rendu, renforcer le pilotage, professionnaliser le réseau, organisation au niveau régional, maintien d'un guichet de proximité (pas de suppression de poste pour les délégués déjà en poste)

Nous avons toujours été attentifs au réseau de proximité, et demandé plusieurs fois des recrutements d'assistants et de délégués.

D'ores et déjà la CGT ne sera pas le fossoyeur de l'action sociale au ministère, nous allons continuer à nous battre avec les personnels, actifs, retraités, fonctionnaires, pour garder nos conquies et obtenir de nouvelles prestations.

4 Les actions 2021

Le budget 2021 est de 26 687€, il convient de déduire pour l'heure la réserve budgétaire de 6 %, ce qui le ramène à 25 085€.

- goûter des retraités au restaurant administratif si les conditions sanitaires le permettent : 1.000€ (à défaut un panier gourmand)
- sorties : 1 150€
- paniers saveurs locales : 4 000€, pour l'heure 76 agents ont répondu
- e-cado : 390€00, pour les agents qui n'ont pas eu satisfaction l'année dernière
- arbre de Noël : le 1^{er} décembre à Rilhac Rancon 14 240€
- aide à la parentalité 4 300€

Vote : pour à l'unanimité

5 Questions Diverses

La loi EGALIM impose dorénavant au 1^{er} janvier 2022 aux restaurations collectives 50 % de produits durables dont 20 % de bio.

Il reste des places pour les vacances d'été, pour plus d'information, veuillez contacter contactve@epafvacances.fr

Le prochain CDAS aura lieu courant juin.

Vos représentants CGT FiP 87